

Présidente Ursula von der Leyen
Vice-président exécutif Valdis Dombrovskis
Commission européenne

Monsieur Charles Michel
Président du Conseil européen

Mme Roberta Metsola
Présidente du Parlement européen

Premier ministre Alexander De Croo
Présidence du Conseil de l'Union européenne

M. Josep Borrell
Haut représentant de l'Union européenne pour les affaires étrangères et la politique de sécurité

13 mars 2024

Mesdames, messieurs,

Les organisations soussignées appellent l'UE à **suspendre l'accord d'association UE-Israël** à la lumière des violations des droits humains commises par l'Etat d'Israël. Ces violations constituent un non-respect des clauses des "éléments essentiels" qui stipulent que l'accord est conditionné au respect des droits humains et des principes démocratiques par les parties. Nous condamnons sans équivoque toutes les violations du droit international, en particulier le meurtre de civils, et nous demandons aux autorités compétentes d'enquêter sans délai.

La guerre qu'Israël mène actuellement contre Gaza entraîne des pertes civiles énormes, une destruction massive des infrastructures civiles et le déplacement de l'écrasante majorité de la population de Gaza¹. Le système de santé à Gaza s'est effondré, les hôpitaux ont été bombardés et détruits, le personnel de santé a été tué. La population de Gaza est exposée à un risque imminent de famine et de mort par maladie contagieuse. Cette situation résulte du bombardement de Gaza et du blocage par Israël de l'accès à la nourriture, à l'eau, au carburant, aux médicaments, à l'aide humanitaire et de la perturbation du système d'égouts. Il s'agit là de violations claires et bien établies des droits humains des Palestiniens et Palestiniennes.

Les violations des droits humains commises par le gouvernement israélien n'ont toutefois pas commencé en octobre 2023. Le Conseil des droits de l'homme des Nations unies a conclu qu'avant cette période, de graves violations des droits humains avaient déjà été commises. L'établissement et l'expansion de colonies illégales en Cisjordanie font partie de ces violations, entraînant notamment l'expropriation de terres privées appartenant à des populations palestiniennes, la discrimination raciale due à l'expulsion forcée de ces populations et à la démolition de leurs biens, un climat d'impunité pour les auteurs de violences commises par les colons et l'implication des forces de sécurité israéliennes dans ces actes, ainsi que des restrictions à la liberté de circulation pour les Palestiniens et Palestiniennes². En outre, Le Conseil européen s'est déclaré préoccupé par le blocus de la bande de Gaza (avant octobre 2023) et a demandé que les opérations militaires soient

1 <https://www.icj-cij.org/sites/default/files/case-related/192/192-20231228-app-01-00-en.pdf>

2 CCPR/C/ISR/CO/5, par. 15, 24, 36 et 42

proportionnées et conformes au droit humanitaire international et qu'Israël assouplisse les restrictions imposées à la bande de Gaza³.

L'UE considère que le respect des droits humains constitue un élément essentiel des accords d'association de l'UE avec les pays partenaires. Les dispositions de l'accord d'association UE-Israël stipulent que les parties établissent l'association "considérant l'importance que les parties attachent [...] aux principes de la Charte des Nations unies, en particulier le respect des droits humains et de la démocratie, qui constituent la base même de l'association" ;... et l'article 2 stipule que

"les relations entre les parties, ainsi que toutes les dispositions de l'accord lui-même, sont fondées sur le respect des droits humains et des principes démocratiques, qui guide leur politique intérieure et internationale et constitue un élément essentiel du présent accord".

La violation des clauses dites "éléments essentiels" permet à l'UE de dénoncer ou de suspendre totalement ou partiellement les accords, conformément à l'article 60 de la Convention de Vienne sur le droit des traités [2]. L'article 82 de l'accord d'association prévoit que "chacune des parties peut dénoncer l'accord en le notifiant à l'autre partie".

Malgré ces violations bien établies des droits humains, de la législation internationale sur les droits humains et des principes démocratiques par l'État d'Israël, son économie continue de bénéficier d'un accès privilégié au marché de l'UE grâce à l'accord d'association UE-Israël. Les échanges commerciaux entre l'UE et Israël ont considérablement augmenté depuis la signature de l'accord en 2000. L'UE est le premier partenaire commercial d'Israël, représentant 28,8 % de ses échanges de marchandises en 2022⁴.

Selon la politique officielle de l'UE décrite dans l'"approche commune de l'utilisation des clauses politiques", adoptée par le Coreper en 2009⁵, "les violations graves des clauses relatives aux éléments essentiels peuvent entraîner la suspension totale ou partielle de l'accord-cadre global et de tous les accords liés, y compris l'accord commercial (clause de non-exécution)". Il est indéniable que le traitement des populations palestiniennes par Israël constitue au minimum une violation grave des clauses relatives aux droits humains de l'accord d'association UE-Israël. Il semblerait que tout dialogue politique et sur les droits humains que l'UE a eu avec Israël n'a pas été efficace pour prévenir les crimes de guerre et autres crimes contre l'humanité.

Le 26 janvier 2024, la Cour internationale de justice (CIJ) a estimé qu'au moins certaines des accusations de l'Afrique du Sud selon lesquelles Israël commettrait un génocide étaient plausibles⁶. Les juges ont établi qu'il convenait d'enquêter sur les preuves présentées, d'accepter les accusations et de refuser l'appel d'Israël à rejeter le procès. Le tribunal a ordonné à Israël de prendre des mesures pour prévenir un éventuel génocide en cours, notamment en autorisant l'acheminement d'une plus grande quantité d'aide humanitaire à Gaza et en prenant des mesures à l'encontre de ceux qui émettent des déclarations génocidaires⁷. Bien que le verdict final ne soit pas encore connu, le fait que la CIJ ait considéré les revendications de l'Afrique du Sud comme "plausibles" et qu'elle ait pris des mesures provisoires à l'encontre d'Israël devrait tirer la sonnette d'alarme dans l'UE.

3 <https://www.consilium.europa.eu/en/press/press-releases/2023/03/08/israel-palestine-statement-of-the-high-representative-on-behalf-of-the-european-union-on-the-latest-developments/>

4 https://policy.trade.ec.europa.eu/eu-trade-relationships-country-and-region/countries-and-regions/israel_en

5 [https://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/BRIE/2019/637975/EPRS_BRI\(2019\)637975_EN.pdf](https://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/BRIE/2019/637975/EPRS_BRI(2019)637975_EN.pdf)

6 ICJ/192, paragraphe 54

7 ICJ/192, paragraphe 86

Quelle que soit la décision finale de la CIJ, la décision provisoire a des implications directes pour les États tiers à la Convention sur le génocide, qui doivent utiliser tous les moyens légaux à leur disposition pour inciter Israël à s'abstenir d'actes violant la Convention sur le génocide, y compris le refus, la réduction ou la suspension de toute forme d'assistance, ou la suspension ou la révision des négociations et accords commerciaux⁸.

Ce qui se passe actuellement à Gaza est la conséquence d'un échec politique et moral de la communauté internationale. La suspension de l'accord d'association en raison de la violation des clauses de l'accord relatives aux droits humains enverrait un message fort : l'engagement de l'UE en faveur des droits humains n'est pas qu'une simple rhétorique.

Nous vous demandons vivement de suspendre sans délai l'accord d'association UE-Israël.

Veillez agréer, mesdames, messieurs, nos respectueuses salutations,

International

ActionAid International
CADTM International
Corporate Europe Observatory (CEO)
ECCP - European Coordination of Committees and Associations for Palestine
Ekō
European Coordination of La Via Campesina
European Trade Union Network for Justice in Palestine
Fédération internationale pour les droits humains
GRAIN
Oxfam

National

ActionAid France	France
ActionAid Ireland	Irlande
Afri (Action from Ireland)	Irlande
AITEC	France
Aliança per l'emergència climàtica València	Espagne - Pays valencien
Alternativa Antimilitarista MOC	Espagne
AMAL – Asociación Madrileña de Ateos y Librepensadores	Espagne
Amigos de la Tierra	Espagne
Amis de la Terre France	France
Amis de Sabeel France	France
Arrels – Associació Cultural i Medi Ambiental	Espagne
Asamblea Antibelicista de Teruel	Espagne
Asamblea Antimilitarista Madrid	Espagne
Asamblea Ciudadana Gana Guadix	Espagne
Asamblea Plaza de los Pueblos Madrid	Espagne
Asamblea Transfeminista Valle de Benasque	Espagne
Asdecoba	Espagne

⁸ <https://apidiakoniase.cdn.triggerfish.cloud/uploads/sites/2/2024/02/South-Africa-v.-Israel-Provisional-Measures-and-Third-States.pdf>

Asociación AcTúa por un Mundo Sostenible	Espagne
Asociación Andaluza por la Solidaridad y la Paz (ASPA)	Espagne
Asociación Canaria de Juristas por la Paz y los Derechos Humanos - JUPADEHU	Espagne - Îles Canaries
Asociación Comunidad Palestina en Canarias	Espagne
Asociación Cultural "La Moravilla"	Espagne
Asociación de Amistad con el Pueblo Saharaui de Sevilla	Espagne
Asociación de Juristas Afroeuropeos - Ajae	Espagne
Asociación de la Comunidad Hispano-Palestina "Jerusalén"	Espagne
Asociación Democracia y Salud	Espagne
Asociación Feministas San Blas Canillejas	Espagne
Asociación Iniciativa Cambio Personal, Justicia Global	Espagne
Asociación Internacional de Juristas por Sáhara Occidental - IAJUWS	Espagne
Asociación Madrileña de Enfermería Gerontológica - AMEG	Espagne
Asociación Madrileña de Salud Pública (AMaSaP)	Espagne
Asociación para la Defensa de la Sanidad Pública de Madrid	Espagne
Asociación para la Defensa de las Pensiones Públicas de Canarias	Espagne
Asociación Pueblos Vivos Cuenca	Espagne
Asociación Sapiencia	Espagne
Asociación Taller Educación en Valores Alternativos (CALA)	Espagne
Asociación Uyamaa	Espagne
Asamblea 15M Sarrià-Sant Gervasi	Espagne - Catalogne
Association des Universitaires pour le Respect du Droit International en Palestine (AURDIP°)	France
Association France Palestine Solidarité (AFPS)	France
Attac	France
Attac Austria	Autriche
ATTAC España	Espagne
AURDIP	France
Avance Solidario	Espagne
BDS France	France
Belgian Academics and Artists for Palestine (BA4P)	Belgique
Bicicletos Viajes	Espagne
Bienvenidxs Refugiadxs Huesca	Espagne
BIP-jetzt e.V.	Allemagne
Boycott, Divestment, Sanctions (BDS) Madrid	Espagne
Boycott, Divestment, Sanctions (BDS) Canarias	Espagne
Broederlijk Delen	Belgique
CADTM France	France
CCFD-Terre Solidaire	France
Centre for Global Education	Irlande
Centro Social Tiritanas Comunal	Espagne
CGT	France
CGT - Confederación General del Trabajo	Espagne
Christian Aid Ireland	Irlande
CJACP	France

CNCD-11.11.11	Belgique
Col.lectiu Agudells	Espagne - Catalogne
Colectivo "Antifascistas Elsa Wolff"	Espagne
Colectivo "Pasaje Seguro Cantabria"	Espagne
Colectivo Noviolencia	Espagne
Colectivo Sirpad	Espagne
Collectif Stop Mercosur	France
Comando Violeta - Colectivo Feminista de Cuenca	Espagne
Comhlamh Trade Justice	Irlande
Comisiones Obreras (CCOO)	Espagne
Comité de Solidaridad con la Causa Árabe	Espagne
Comité de Solidaridad con los Pueblos - Interpueblos Cantabria	Espagne
Comité Oscar Romero	Espagne
Comité pour une Paix Juste au Proche-Orient	Luxembourg
Comunidad Hispano Palestina en Sevilla	Espagne
Comunidad Santo Tomás de Aquino	Espagne
Confederación Intersindical	Espagne
Confederación Intersindical Galega (CIG)	Espagne - Galicie
Confédération paysanne	France
Coordinadora Estatal por la Defensa del Sistema Público de Pensiones - Córdoba	Espagne
Cork Palestine Solidarity Campaign	Irlande
Cristianos de Base	Espagne
Culture de Palestine	France
De-Colonizer	Belgique
Deutsch-Palästinensische Gesellschaft e.V.	Allemagne
Dones x Dones	Espagne
Ecologistas en Acción	Espagne
ELA	Espagne - Pays basque
Entraide & Fraternité	Belgique
Entrepueblos/Entrepobles/Entrepobos/Herriarte	Espagne
Eurochild	Belgique
Fédération Artisans du Monde	France
Fédération internationale pour les droits humains	France
Feministas Usera	Espagne
Financial Justice Ireland	Irlande
Flüchtlingskinder im Libanon e.V.	Allemagne
Foodwatch France	France
Fracking Free Clare	Irlande
Fridays for Future Spain	Espagne
Friends of the Earth Finland	Finlande
Friends of the Earth Ireland	Irlande
Fundación Aequitas	Espagne
Fundacion Atabal	Espagne
Greek Affiliate of IPPNW	Grèce
Grupo belga Solidair met Guatemala	Belgique

Grupo Cristiano de Reflexión-Acción	Espagne
Grupo de NoViolencia Elaia	Espagne
Grupo de Reflexión y Formación Cristiana de Gerena (Sevilla)	Espagne
Handel Anders! coalitie	Pays Bas
Huesca con Palestina	Espagne
Iniciativas de Cooperación Internacional para el Desarrollo - ICID	Espagne
Intal	Belgique
Intersindical de Trabajadoras y Trabajadores de Aragón (ISTA)	Espagne
Intersindical Solidària	Espagne - Pays valencien
IPSC ^o	Irlande
Ireland Palestine Mental Health Network	Irlande
Ireland-Palestine Solidarity Campaign	Irlande
Irish Congress of Trade Unions	Irlande
Israeli Committee Against House Demolitions	Allemagne
Jewish-Palestinian Dialogue Group Munich	Allemagne
La Cimade	France
La Comuna - Asociación de presos y represaliados por la dictadura franquista	Espagne
LAB sindikatua	Espagne - Pays basque
Ligue des droits de l'Homme	France
Llegat Jaume Botey i Vallès	Espagne - Catalogne
Lurgatz Talde Feminista	Espagne - Pays basque
Madrid Solidaria con Palestina	Espagne
Madrileños por el Derecho a Decidir	Espagne
Médicos del Mundo	Espagne
MiGreat	Pays Bas
MOC (Mouvement Ouvrier Chrétien)	Belgique
Movimiento Asambleario de Trabajadores-as de Sanidad - MATS	Espagne
Movimiento No Violencia	Espagne
MRAP (Mouvement contre le racisme et pour l'Amitié entre les peuples)	France
Naturaca	Espagne
Nature et Solidarité	France
Naturefriends Greece	Grèce
New Weapons Reaserch Group Onlus (NWRG) - Associazione ONLUS	Italie
Not Here Not Anywhere	Irlande
Novact	Espagne
Observatori DESC	Espagne - Catalogne
Organización Nacional para el Diálogo y la Participación - ONDA	Espagne
Overijssel voor Palestina	Pays Bas
Palestine Solidarity Committee Stuttgart	Allemagne
Pallasos en Rebeldia	Espagne
Panteras Rosa - Frente de Combate à LesBiGayTransfobia	Portugal
PAX	Pays Bas
Pax Christi France	France
Paz con Dignidad	Espagne
Plataforma "Alicante por la Paz"	Espagne

Plataforma Aturem la Guerra	Espagne - Catalogne
Plataforma ciudadana "Stop Mare Mortum"	Espagne
Plataforma Ciudadana de Córdoba por la Defensa del Sistema Público de Pensiones	Espagne
Plataforma Córdoba con Palestina	Espagne
Plataforma de Sanitari@s con Palestina	Espagne
Plataforma de Tenerife con Palestina	Espagne
Plataforma en Defensa de las Pensiones Públicas	Espagne
Plataforma Saguía el Hamra	Espagne
Plataforma Solidaria con Palestina de Valladolid	Espagne
Plateforme des ONG françaises pour la Palestine	France
Polish Zero Waste Association	Pologne
Red de Solidaridad Popular de Jinámar	Espagne
Reds - Red de solidaridad para la transformación social	Espagne - Catalogne
Respeto Animal Murcia	Espagne
Revista Alandar	Espagne
Revista La Mar de Onuba	Espagne
Revuelta Mujeres en la Iglesia	Espagne
Rotterdam Palestina Coalitie	Pays Bas
Rubí Solidari	Espagne - Catalogne
Rumbo a Gaza	Espagne
Sadaka - The Ireland Palestine Alliance	Irlande
Saharacciones Tenerife	Espagne - Îles Canaries
SETEM Catalunya	Espagne - Catalogne
Sindicato de Administración Pública de CGT Alicante	Espagne
Sindicato de Trabajadoras y Trabajadores de la Administración de Castilla y León - STACYL	Espagne
Síolta Chroí	Irlande
Sociedad Española de Profesorado y Plataforma de Filosofía (SEPFi)	Espagne
Solidaires	France
Solsoc	Belgique
SOMO	Pays Bas
SOUTIEN BELGE OVERSEAS	Belgique
STAND & Suas Educational Development	Irlande
Stichting Groningen-Jabalya	Pays Bas
SUDS - Associació Internacional de Solidaritat i Cooperació	Espagne - Catalogne
Syndicat de l'éducation nationale SNES	France
Transnational Institute (TNI)	Pays Bas
TROCA - Plataforma por um Comércio Internacional Justo	Portugal
UDMF	France
UJFP	France
Unison NI	Irlande du Nord
Viva Salud	Belgique
Women's International League for Peace and Freedom	Espagne
Yayoflautas de Córdoba	Espagne
ZAMBRA	Espagne

Zehar-Errefuxiatuekin

Espagne - Pays basque